

Aujourd'hui, comme en 1967, Israël poursuit sa guerre coloniale au Proche-Orient

le 10/6/2007 19:40:00 (6697 lectures)

✘ Le **9 juin 1967**, l'Etat colonial d'Israël occupe la bande de Gaza, la Cisjordanie, Jérusalem-Est, le Golan syrien et le Sinaï égyptien.

Ceci n'est qu'une étape du projet sioniste de Grand Israël, conduit depuis près d'un siècle, avec le soutien inconditionnel des puissances occidentales.

Le Proche Orient depuis un siècle, c'est la loi du plus fort et l'application de la vieille recette coloniale : diviser pour mieux régner.

Aujourd'hui des voix de plus en plus nombreuses s'élèvent pour dire qu'il est impossible de créer un Etat palestinien viable et continu dans les territoires occupés en 1967.

La **décolonisation de toute la Palestine**, c'est-à-dire la disparition du système colonial israélien, est la condition primordiale pour qu'apparaisse enfin l'espoir d'une paix dans cette région.

Le **9 juin 1967**, l'Etat colonial d'Israël occupe la bande de Gaza, la Cisjordanie Jérusalem-Est, le Golan syrien et le Sinaï égyptien.

Contrairement au discours dominant, **la colonisation de la Palestine par les Juifs ne commence pas à cette date** . Elle débute à la fin du 19^e siècle et prend un tournant décisif en 1948 avec la création de l'Etat d'Israël dont les conséquences

sont terribles : la Palestine est rayée de la carte et une grande partie du peuple palestinien est contrainte à l'exil lors d'une vaste opération d'épuration ethnique.

Plus de 500 villages sont détruits et près de 800 000 Palestiniens se réfugient dans les pays arabes limitrophes. C'est **la Nakba** , la catastrophe pour les Palestiniens. L'occupation en 1967 de ce qui restait de la Palestine produit les mêmes effets qu'en 1948 : des milliers de Palestiniens sont contraints à la fuite et à l'installation dans des camps de réfugiés.

Avec ce nouvel épisode le projet sioniste du « Grand Israël » commence à prendre corps. Le nouvel enjeu pour les dirigeants israéliens est dès lors de détruire l'identité nationale palestinienne et d'empêcher la réalisation du **Droit au Retour** des Palestiniens.

L'Histoire du Proche Orient sous domination israélienne c'est celle de la loi du plus fort

Alors que les puissances occidentales ont toujours invoqué le respect de la « légalité internationale » et des « droits de l'homme », elles n'ont eu de cesse, dans les faits, de piétiner cette « légalité internationale » et ces « droits de l'homme ». En 1947, ce sont les puissances contrôlant l'ONU qui décident, unilatéralement et en faisant fi de toute consultation du peuple palestinien et de ses droits, de la création de l'Etat colonial d'Israël.

Soixante ans plus tard, l'ONU encore, sous contrôle américain, vote la résolution 1757 instaurant un tribunal international chargé de juger les assassins du premier ministre libanais Rafic Hariri. Cette politique des « droits de l'homme », hypocrite et à géométrie variable, s'est vérifiée au cours de l'été 2006, lorsque l'Etat sioniste a sauvagement agressé le Liban et fait plus d'un millier de morts parmi les civils.

Ces actes ne constituent-ils pas des crimes de guerre au

regard de la législation internationale ? Ils ne sont pourtant condamnés par aucune résolution. Bien au contraire cette guerre a été justifiée au nom de la sécurité d'Israël. C'est ainsi que d'autres crimes contre l'Humanité en Palestine et ailleurs ont été justifiés. Au nom de la sécurité des Etats-Unis, l'Etat américain envahit à nouveau l'Irak en 2003. Cette guerre a fait près d'un million de morts dans la population irakienne, dans une quasi-indifférence. L'indignation est bien sélective lorsqu'on sait qu'un mort israélien fait la une de tous les journaux.

Les puissances occidentales soufflent sur les braises de la guerre civile au Liban.

Depuis 1948, l'Histoire continue, impitoyable, pour les réfugiés palestiniens dont tous les droits sont niés. Impitoyable car en 1976, le camp de Tal el-Zatar a subi un nettoyage ethnique par les forces des Phalanges chrétiennes ; les autres camps ont été partiellement ou totalement détruits par les attaques israéliennes et des milices libanaises pro-sionistes au cours de la guerre civile. En septembre 1982, les Phalanges chrétiennes sous protection de l'armée israélienne massacrent environ 2000 Palestiniens et Libanais dans les camps de Sabra et Chatila.

Aujourd'hui, après plusieurs échecs occidentalo-israéliens de déstabilisation du Liban et notamment l'échec de la guerre menée par l'Etat colonial d'Israël en juillet 2006, les sionistes et leurs alliés libanais installés au gouvernement mettent en œuvre un nouveau plan.

Depuis une quinzaine de jours, l'armée libanaise, que les Etats-Unis fournissent en armes lourdes, assiège et pilonne le camp palestinien de Nahr El Bared. **Le nouveau plan consiste tout simplement à rallumer la mèche de la guerre civile au Liban**, les assassinats de personnalités politiques ou intellectuelles ayant échoué à embraser ce pays.

Israël a tout à gagner de cette déstabilisation qui éloignerait entre autre la perspective de l'application du Droit au retour pour les Palestiniens. Plus largement, la stratégie est de **créer une domination israélienne et occidentale sur toute la région en démembrant tous les pays du Moyen-Orient** .

En Palestine comme au Liban, l'application de la vieille recette coloniale : diviser pour mieux régner.

Depuis la victoire du Hamas aux élections législatives du 25 janvier 2006, les puissances occidentales ont mis en place un boycott politique et économique contre le peuple palestinien pour le punir d'avoir donné la majorité à ce parti. Le Boycott est aussi une arme pour attiser les conflits entre le Fatah, parti qui a perdu les élections, et le Hamas.

L'objectif est de créer une guerre civile inter-palestinienne ; ce à quoi s'activent les Etats-Unis en livrant des armes aux services de sécurités sous les ordres de M. Dahlan et M. Abbas, président de l'Autorité palestinienne. Encore une fois, les Occidentaux ont montré qu'ils sont experts dans l'art de piétiner les idéaux démocratiques qu'ils affichent.

Conformément à sa nature guerrière et coloniale et pour faire oublier les dissensions, la corruption et les conflits politiques en son sein, l'Etat sioniste a lancé depuis la mi-mai une **nouvelle offensive militaire sur la Bande de Gaza** . Les assassinats, les enlèvements et les menaces sur les dirigeants palestiniens se sont multipliés.

Aujourd'hui **deux rapports** , l'un d'**Amnesty International** et l'autre de **l'ONU** mettent en évidence qu'il est impossible de créer un Etat palestinien viable et continu dans les territoires occupés en 1967.

La raison est simple : Israël a démembré ces territoires notamment en les fractionnant en bantoustans (450 000 colons

juifs ont fait main basse sur les terres palestiniennes), en interdisant l'accès aux Palestiniens à plus de la moitié de la Cisjordanie, en pratiquant une politique de judaïsation des villes palestiniennes qui consiste à exproprier les Palestiniens et installer des juifs, en érigeant le mur raciste de séparation, etc.

C'est pour cette raison qu'aujourd'hui il faut soutenir le peuple palestinien dans sa **revendication d'un Etat palestinien sur toute la Palestine historique**, un Etat pour tous qui mettra fin à l'injustice subie par le peuple palestinien, un Etat reconnaissant l'égalité entre tous ses citoyens.

La **décolonisation de toute la Palestine**, c'est-à-dire la disparition du système colonial israélien, est la **condition** primordiale pour qu'apparaisse enfin l'espoir **d'une paix** dans cette région.

Comité Action Palestine